

Toujours plus d'élus sans étiquette

PHÉNOMÈNE

En Suisse, 50% des municipaux n'appartiennent à aucun parti. Sur Vaud, où plus de 200 communes comptent moins de 500 habitants, ils seraient plus de 80% à bouder les formations politiques.

JOËLLE FABRE TEXTES
CHRISTIAN BRUN PHOTOS

La politique communale est trop noble pour s'encombrer d'étiquettes partisanes. Cet étonnant credo a fait florès ces derniers temps au Grand Conseil, ponctués comme un refrain les débats enflammés sur le mode d'élection des conseillers communaux. La proposition des groupes socialiste, Vert et UDC d'imposer le système proportionnel – autrement dit, des listes électorales – aux communes de plus de 3000 habitants, pour avoir une chance d'y percer, a fait bondir le camp bourgeois, jaloux de ses derniers bastions.

Qui dit listes, dit partis. Et, les partis, les élus des petites communes seraient légion à ne pas vouloir en entendre parler. «En politisant de force la vie communale, vous ruinez la vie de la cité, a prophétisé le libéral Jean-Marie Surer. De nombreux citoyens n'acceptent de s'engager dans un Conseil communal qu'à condition de ne pas figurer sur des listes de partis.» Encore plus fort, le radical Frédéric Borloz estime que «mettre des couleurs où elles ne sont pas souhaitées» équivaut à «faire fi de cet engagement citoyen simple et pur qui ne cherche pas à politiser inutilement les sujets».

Des affaires terre à terre

La politique serait-elle devenue indigne dans ce canton? Au-delà des calculs électoraux, ce désamour est confirmé par une étude de l'institut de sociologie de l'Université de Zurich, à paraître cette année. En Suisse, les sans-parti sont de plus en plus nombreux dans les exécutifs des petites communes. Environ 50% des élus siègent en leur seul nom. Dans le canton de Vaud, la proportion de syndics et de municipaux sans couleur affichée atteint carrément les 80%. Nos politiciens locaux s'avèrent nettement plus enclins à bouder les formations politiques que leurs homologues genevois, neuchâtelois ou valaisans.

Pourquoi cette allergie vaudoise aux partis? «Les Vaudois sont surtout les champions des petites communes, relativise Eric Golaz, chef du Service des communes et des relations institutionnelles. Sur 375 communes, 208 comptent moins de 500 habi-



GEORGES RIME, syndic de Cossonay
SANS AFFILIATION POLITIQUE

«L'important, c'est que le trottoir soit du bon côté»

Hostile aux étiquettes politiques, Georges Rime est résolu à rendre son tablier de syndic si les partis devaient faire leur entrée dans les affaires de Cossonay (3300 habitants). Pourquoi une telle aversion? A l'entendre, cela gâcherait tout. Les 55 conseillers communaux, dont l'unique et noble objectif est d'œuvrer pour le bien de la collectivité locale, se mettront à défendre les intérêts de leur parti, voire leur propre carrière politique. «La gestion d'une commune vaut mieux que des luttes partisanes. L'important, pour les habitants, c'est que le trottoir soit du bon côté, que les poubelles soient

enlevées et les rues déneigées.» Contrairement à d'autres syndics, officiellement sans étiquette mais affiliés à un parti, Georges Rime ne saurait même pas se situer sur l'échiquier. «Par exemple, je suis souvent d'accord avec le syndic Vert de La Chaux, mais je me bats pour la piste de motocross.»

De toute façon, où trouverait-il le temps de se rendre aux séances de parti? Agent principal de Vaudoise Assurances, Georges Rime donne tout son temps libre à sa commune et à sa région. «En plus, cela m'embêterait, vis-à-vis de ma clientèle, d'être étiqueté politiquement.»



CLAUDINE WYSSA, municipale à Bussigny
LIBÉRALE membre de l'entente communale

«Les partis offrent formation et soutien»

Députée libérale au Grand Conseil, municipale à Bussigny (8200 habitants) sous la bannière de l'entente communale, Claudine Wyssa se fait l'avocate des formations politiques. «Les élus qui refusent d'adhérer à un parti en ont souvent une très mauvaise image. Ils croient à tort qu'on va leur dicter ce qu'ils doivent penser.» Un parti, ce n'est pas une doctrine imposée d'en haut, soutient-elle: «Quand une décision que je prends pour la Municipalité de Bussigny ne correspond pas à la ligne du parti libéral, je vais aller expliquer ma position. C'est parfois le parti qui va changer d'avis, comme ce fut le cas

dans le débat sur la réforme policière.» Injustement perçus comme des carcans, les partis ont beaucoup à offrir, insiste la libérale: «Formation, soutien, échange d'expériences, tout cela est très utile dans le travail pour la collectivité.»

Pourtant, Claudine Wyssa n'est pas pour la prolifération des étiquettes. Deux groupes – un de gauche, un de droite –, c'est juste ce qu'il faut pour permettre aux différentes sensibilités de s'exprimer, sans nuire à la sérénité des débats. Une politique tranquille, que la récente création d'une section UDC à Bussigny promet de bousculer quelque peu.



DIDIER LOHRI, syndic de Bassins
SANS AFFILIATION POLITIQUE

«Je ne veux pas suivre les mots d'ordre d'en haut»

«Je suis un homme de droite quand je parle de finances communales et de gauche quand je défends un sans-papiers.» Didier Lohri, syndic de Bassins (1200 habitants), a érigé l'absence d'étiquette politique en profession de foi: «Je préfère convaincre par les actes que par l'idéologie.» Mais il l'admet volontiers, la politique est partout. Même dans un village: «En l'absence de partis, vous aurez les pro-Lohri et les anti-Lohri. On se focalise sur les personnalités. Pourtant, je maintiens que seul un syndic apolitique peut rassembler et défendre les intérêts de la majorité des citoyens d'un village comme Bassins. Après tout,

la plupart ne sont dans aucun parti. Je représente donc le plus grand nombre.»

Surtout, Didier Lohri se pose en esprit libre. «J'aimerais juste rendre à ma commune ce qu'elle m'a offert quand j'étais jeune.» Pas question d'obéir à des mots d'ordre tombés d'en haut: «Je m'écarterais trop souvent de la ligne. On me reprocherait ma façon provocatrice et théâtrale de communiquer, on m'obligerait à mettre la pédale douce.»

Son image des partis est calamiteuse: «Grâce à leurs jeux, la démocratie tourne en rond et vire à la merdocratie», lâche-t-il, définitif.

tants. Une quarantaine d'entre elles seulement ont un Conseil communal élu à la proportionnelle.» Pourtant, au Tessin et en Suisse centrale, on trouve des partis même dans les toutes petites communes, révèle l'étude zurichoise. «Si on analyse toute la

Suisse, on voit une certaine corrélation entre la religion et le succès des partis, avance le sociologue Hans Geser, un des auteurs de l'étude. Dans les cantons catholiques, les partis sont plus forts.»

«Il faut aussi avoir à l'esprit que, en Suisse romande, beau-

coup de choses se décident au niveau cantonal, ajoute Eric Golaz. Ce qui reste à gérer par les communes est souvent très terre à terre. Ce sont des affaires pratiques, où le jeu politique se justifie beaucoup moins.»

Utiles ou pas, les partis ont mauvaise presse dans les villages: «A l'échelon local, les partis n'ont pas la cote, note Nicole Grin,

secrétaire de l'Union des communes vaudoises. C'est un peu ce mythe de l'agora, du citoyen désintéressé qui donne son avis sur la gestion de la commune et fait son devoir civique au sens noble. Beaucoup de gens ont cette vision et refusent de s'inféoder à un parti.»

De façon générale, les partis sont à la peine hors des villes.

«Seule l'UDC arrive encore à créer des sections locales», relève le politologue Andreas Ladner (IDEHAP), qui collabore à l'étude zurichoise. Une désaffection regrettable, selon lui. «Même si la politique locale est plus souvent pragmatique que partisane, qui peut préparer, soutenir et former les responsables politiques, si ce n'est les partis?» ■

PUBLICITÉ

Des rentes sûres, pour toutes les générations !

Dire OUI le 7 mars, c'est s'assurer que tous, jeunes et retraités, pourront compter sur des rentes de 2^e pilier sûres ! C'est ça aussi, la solidarité entre générations.

OUI le 7 mars, pour un 2^e pilier solide

www.rentes-equitables.ch

Pas de démocratie sans les partis

Une majorité de députés vaudois aimeraient imposer le jeu politique dans les plus grandes communes du canton. Cette initiative, proposée en novembre, mérite une large discussion. Elle permet par exemple de situer les candidats aux yeux des électeurs, mais décourage les vocations de ceux qui se consacrent à la collectivité sans vouloir d'une étiquette.

Ce qui dérange, dans ce débat, c'est le discours hostile à la politique. Ceux qui s'opposent à l'introduction de la proportionnelle dans les communes de plus de 3000 habitants qualifient de

COMMENTAIRE

JUSTIN FAVROD
CHEF DE RUBRIQUE
VAUDOISE



«sale» la pratique des partis. Bien sûr, celle-ci implique des intrigues, des luttes de pouvoir, des manœuvres... Reste que les partis sont inhérents au système démocratique. A peine Clithène avait-il mis sur pied la démocratie athénienne, vers 507 av. J.-C., que s'opposèrent deux fractions

représentant les possédants et les pauvres. S'il n'est pas forcément nécessaire de reproduire le clivage traditionnel gauche-droite dans chaque commune, il importe que les gens se regroupent en communautés d'intérêts.

Dans les localités de plusieurs milliers d'habitants où n'existe ni proportionnelle ni partis, c'est bien souvent les anciens qui contrôlent les affaires communales, au détriment des nouveaux arrivants, puisque le seul réseau social assure une élection. Et cette sélection-là a quelque chose de choquant pour la démocratie.